

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté  
française du 1<sup>er</sup> octobre 2013 portant désignation des  
membres de la Chambre de recours de l'enseignement  
supérieur libre confessionnel**

**A.Gt 28-07-2022**

**M.B. 26-10-2022**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 80 modifié par le décret du 19 décembre 2002, et l'article 81 remplacé par le décret du 19 décembre 2002 et modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> juillet 2005, 12 juillet 2012 et 30 juin 2016 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 7 juin 2001 et 8 novembre 2001, et par le décret du 3 mars 2004 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 2013 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur libre confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 8 avril 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016 et 8 août 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2020 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel du Ministère de la Communauté française, l'article 78 ;

Considérant qu'il convient de remplacer les membres démissionnaires,  
Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - A l'article 1<sup>er</sup>, deuxième tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 2013 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur libre confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 8 avril 2015, 1<sup>er</sup> septembre 2016 et 8 août 2017, les mots «M. Joan LISMONT», «M. Pierre DEHALU» et «M. Jean-François GHYS» sont respectivement remplacés par les mots «Mme Kelly JOSSE», «Mme Elisabete PESSOA» et «M. Jean-Claude LEMAITRE».

**Article 2.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Chambres de recours déjà convoquées à cette date conservent la composition qui était la leur au moment de la convocation.

Bruxelles, le 28 juillet 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Directeur général adjoint expert,

**J. MICHIELS**